

tion britannique, qui aurait raison des ouvriers, surtout depuis que le Gouvernement allemand, obéissant à la pression de ces derniers, a indisposé l'ancienne caste gouvernante par quelques faibles mesures prises en vue de socialiser l'industrie et a consenti à admettre dans la constitution l'existence des Soviets de soldats et d'ouvriers.

Il y a évidemment une grande divergence d'opinion parmi les hommes politiques alliés quant au meilleur moyen d'enrayer la propagation du bolchévisme. Mr. Lansing, secrétaire d'Etat américain, dit qu'il faut nourrir l'Allemagne: "Non par pitié pour le peuple, mais parce que c'est nous, les vainqueurs dans cette guerre, qui souffrirons le plus des conséquences de la famine en Allemagne, si ce n'est déjà fait". Les journaux libéraux répètent tous les jours que la population doit être nourrie pour pouvoir combattre le bolchévisme; ils disent que les révoltes des Spartakistes sont surtout des batailles pour le pain. Le "Daily News" publie des informations constatant que pendant ces luttes on découvre constamment des stocks cachés de denrées alimentaires qui sont immédiatement saisis par la population affamée, et il ajoute que les gens qui attendent dans les queues devant les débits d'aliments, ont coutume de dire: "Grâce à Dieu, nous sommes armés". Les journaux publient des informations selon lesquelles les Allemands riches s'adonnent à des orgies et mènent joyeuse vie pendant que le peuple crève de faim et que l'Allemagne tombe en ruines. Les mêmes journaux sont cependant unanimes dans leur opposition contre les socialistes du groupe Spartakus, qui veulent mettre un terme à cette corruption et ouvrir une ère d'égalité véritable.

Mais, malgré les fréquentes déclarations des ministres alliés et des membres du Conseil des Dix, le blocus continue avec une rigueur inexorable; les politiques extrêmes tiennent bon.

On ne peut pas croire que les soldats allemands se battront contre le socialisme. C'est pourquoi, quoique le gouvernement allemand ait annoncé son intention de créer une armée "restreinte mais forte", Mr. Lloyd George insiste - et la conférence de paix y a consenti - pour que l'armée allemande ne soit que de 70.000 ou 100.000 hommes (bien que le général Foch et ses collègues militaires eussent consenti à lui accorder 200.000 hommes) et pour le service militaire obligatoire soit aboli en Allemagne. La Grande-Bretagne, d'autre part, prendra l'ancienne place de l'Allemagne comme nation militaire, avec une armée de 900.000 pour "commencer", et la conscription y sera conservée jusqu'au 20 avril 1920. On ne permettra pas à l'Allemagne d'avoir un service d'aviation militaire; la question de l'aviation commerciale allemande est encore en délibération.

On suggère que la marine de guerre allemande doit être partagée entre les Alliés; de même la plus grande partie de sa flotte de Commerce, les trois quarts en devant être attribués à l'Angle-